



Annonces Attal ou l'intensification de la bataille idéologique.

COMMUNIQUÉ

Lors de la journée internationale des enseignant-es le 5 octobre dernier, le ministre Attal a présenté son « choc des savoirs » visant à « engager une bataille pour le niveau » de l'École.

La CGT Éduc'action dénonce à la fois le fond et la forme de ce nouveau « chantier ». Elle considère que c'est une accélération de la politique gouvernementale de démantèlement de l'Éducation nationale et la réaffirmation de la politique menée depuis 2017 et l'arrivée de JM Blanquer.

Sur la forme, en annonçant ces mesures sans aucune concertation avec les syndicats (un seul et bref échange lors d'un week-end...) et en engageant un vaste sondage auprès des personnels, il est clair que le ministre souhaite contourner le dialogue social (qu'il vante pourtant...) et délégitimer la représentativité syndicale. Nous dénonçons également le calendrier retenu qui indique clairement que le travail est d'ores et déjà mené par le ministère et que les décisions sont prises.

Sur le fond, la CGT Éduc'action ne partage ni le constat du ministre ni les solutions proposées et encore moins sa vision de l'École. Ses choix de comparaison (« être enseignant ce n'est pas un choix de carrière, c'est un choix de vie »), ses propositions pour le recrutement (retour des écoles normales après le bac), l'éternel recentrage des apprentissages sur les seules matières « fondamentales » (avec aussi la suppression des cycles) ressemblent davantage à l'École du début XXème siècle qu'à celle du XXIème siècle...

Pour notre organisation, si de telles mesures devaient être imposées à notre institution et aux personnels, elles entraîneraient un profond déclassement des enseignant-es avec la perte d'une grande partie de leur professionnalité. Plus besoin de formation (initiale et continue) pour appliquer des directives et des méthodes officielles descendantes... Cela aurait donc obligatoirement une répercussion sur le niveau de qualification et les rémunérations des personnels.

La CGT Éduc'action dénonce aussi la nouvelle mainmise du Conseil Scientifique Blanquer aux mains des neuroscientistes dont les méthodes ont montré leur faillite lors des dernières évaluations internationales. Elle dénonce aussi la place centrale des préconisations libérales de la Cour des Comptes et de l'Institut Montaigne. Elle dénonce un plan d'action trompeur visant soi-disant à combattre les inégalités alors que le budget 2024 va bel et bien les accroître (suppression de plus de 2000 postes, baisse des recrutements, baisse des bourses et du fonds social, prime à l'enseignement privé...).

La CGT Éduc'action s'opposera à ce projet politique pour l'École qui cassera le Collège unique (introduction des classes de niveau), mais aussi les statuts de la Fonction publique tout en caporalisant les personnels et leur liberté pédagogique. Pour notre organisation, il y a urgence à porter notre projet de société et d'École émancipatrice débarrassée des inégalités et du tri social.

Montreuil, le 9 octobre 2023